

L'INDÉPENDANCE BELGE.

BELGE.

Edition du matin.

Belgique : un numéro 20 centimes.

PRIX (Bruxelles, 42 fr. par trimestre, 40 par année)
 Province, 43 fr. »
 La France, 44 fr. » payable
 Allemagne, 48 fr. » d'avance
 Angleterre, 47 sh. »
D'ABONNEMENT. (Autres pays, 42 fr. par trim., port en sus.)

Aux demandes d'abonnement doit être joint un mandat de poste ou autre à vue sur Bruxelles.
 Tout changement d'adresse doit être accompagné de la dernière bande.

CONSERVATION PAR LE PROGRES

(ANNONCES ordinaires, 30 cent. la petite ligne, 40 cent. la grande)
 (RECLAMES (avant les annonces), 1 fr. 50 la ligne)
 (FAITS divers corps du journal), 3 fr. la ligne.

Pour les annonces de France, s'adresser exclusivement à Paris, à M. HAVAS, rue J.-J. Rousseau, 54, ou à M. LAFITTE, BULLIER et C^e, 3, place de la Bourse.
 Pour l'Allemagne, l'Autriche et la Suisse, à MM. HAASENSTEIN et VOGELER, à Francfort s/M., Hambourg, Cologne, Berlin, Leipzig, Dresde, Vienne, Breslau, Stuttgart, Nuremberg, Prague, Munich, Bâle, St-Gall, Zurich, Genève et Langenscheidt, à Londres, à M. MAURICE, 43, Tavistock Row, M. G. STREET, 20, Cornhill, E. C. M. ALGAR, Clements Lane, 8, Lombard Street.

Observatoire Royal.

2 octobre, 4 midi.

30^e jour de la lune.

BAROMÈTRE observé.	748 ^{mm} 81
THERMOMÈTRE centig. du barom.	14 [°] 4
TEMPÉRATURE centig. de l'air.	17 [°] 8
Id. maximum depuis hier midi.	17 [°] 8
Id. minimum depuis hier midi.	14 [°] 3
EAU tombée.	0 ^{mm} 00
VENT.	80
SOLEIL, lever.	6 h. 03 m.
Id. coucher.	5 h. 36 m.
LUNE, lever.	matin 5 h. 30 m.
Id. coucher.	soir 5 h. 35 m.

BRUXELLES, 2 octobre.

REVUE POLITIQUE.

La période électorale est ouverte dans les sept départements français qui sont appelés à pourvoir le 20 octobre aux élections survenues dans leurs députations par suite de décès ou de démissions. Jusqu'à présent, cependant, la lutte n'est sérieusement engagée nulle part et les partis en sont encore, semble-t-il, à chercher leurs candidats. On peut s'attendre à voir se renouveler dans ces élections ce qui vient de se faire pour l'élection départementale de Châteauneuf, c'est-à-dire que les légitimistes et les orléanistes s'efforcent d'obtenir des bonapartistes pour combattre les candidats républicains et pour empêcher, s'ils le peuvent, que le résultat du scrutin soit une nouvelle démonstration en faveur de la république. Déjà le Français exhorte les conservateurs de toute nuance à négliger les questions de personnes, qui divisent, pour ne voir que les grands intérêts sociaux sur lesquels ils sont d'accord, ou, si on le veut, à se faire républicains sans le vouloir. C'est à eux maintenant de faire bonne garde contre la coalition qui s'annonce de toutes les forces monarchistes et cléricales.

Comme dans toutes les élections précédentes, le gouvernement gardera une neutralité absolue, encore bien que M. Thiers et plusieurs de ses ministres aient toujours exprimé l'avis, au temps où ils attaquaient les candidatures officielles de l'empire, que le gouvernement avait le droit de faire connaître ses préférences pour tel ou tel candidat.

On annonce qu'une circulaire ministérielle vient d'inviter les préfets à s'abstenir de toute ingérence dans la lutte, leur rôle se bornant à maintenir l'ordre.

D'autre part, le Rappel assure que la gauche républicaine se propose d'adresser aux électeurs un manifeste dans lequel elle leur a adressé l'année dernière, à la veille des élections du 2 juillet.

S'il faut en croire les journaux français, les négociations relatives au traité de commerce avec l'Angleterre seraient bien près d'aboutir. Les conventions nouvelles seraient signées d'ici à trois ou quatre semaines. Elles pourraient même être immédiatement ratifiées, l'absence de la plupart des ministres anglais qui achèvent de prendre leurs vacances.

La Patrie rapportait hier, sous toutes réserves, la nouvelle, tout à fait invraisemblable, qu'il serait question, sous prétexte d'économie, de supprimer définitivement le poste d'ambassadeur auprès du Pape et de ne laisser à Rome qu'un simple chargé d'affaires. Le démenti ne s'est pas fait attendre; un télégramme de Paris déclare cette nouvelle démentie de tout fondement.

On se rappelle qu'il a été question en Angleterre, il y a quelque temps, de la retraite du lord chancelier, lord Hatfield, et de son remplacement par sir Roundell Palmer. A ce moment, sir Roundell Palmer était chargé à Genève de la défense des intérêts anglais devant la conférence arbitrale, et l'on ne pouvait songer à le rappeler sans des raisons d'une grande importance. Il était désigné déjà, au moment de la formation du cabinet Gladstone, pour les hautes fonctions auxquelles il va être appelé maintenant, mais le dissentiment existant entre le premier ministre et lui sur la question du *disestablishment* de l'Eglise anglicane en Irlande ne lui permit pas d'accepter alors l'honneur de siéger sur le banc de la loi.

Le livre rouge du comte Andrássy n'a pas fait grande sensation, c'est à peine si la presse autrichienne et hongroise s'en occupe. Par contre, les explications données par le chancelier aux délégations sur la politique étrangère ont excité un vif intérêt et sont généralement applaudies. Cependant les Galiciens et les Tchèques, que l'entrevue de Berlin a considérablement déçus, gardent rancune au chef du cabinet.

Les Monténégrins recommandent à faire parler d'eux, et, selon leur coutume, ce n'est pas à leur avantage. Ils ont attaqué ces jours derniers

cabinet, et les ultramontains ne sont rien moins que satisfaits de ses déclarations relativement à l'Italie. Quant à la France, si le comte Andrássy a gardé à son sujet un silence discret, les sympathies magyares et celles du ministre lui-même pour ce pays sont assez connues pour ne pas interpréter ce silence autrement que comme une réserve toute de convenance au lendemain de l'entrevue de Berlin.

A Pesth, l'horizon se rembrunit. Du train dont vont les choses dans les délégations, elles pourraient bien conduire à une crise ministérielle, du moins en ce qui concerne le ministre de la guerre. Le général Kuhn paraît avoir fait l'adoption de son budget une question personnelle. Or, ce budget est très-rigoureusement épluché par la délégation autrichienne, fatiguée de voir les dépenses militaires monter sans cesse; depuis trois ans le budget a déjà été augmenté de 30 millions de florins. Les crédits refusés sur un budget de 110 millions s'élèvent à environ 5 millions. La délégation magyare, au contraire, se montre plus accommodante et ne demande pas trop les crédits militaires; de sorte qu'en dernière analyse les deux délégations siègent ensemble autour à s'entendre sur le chiffre définitif du budget. Le gouvernement a tout intérêt à amener une transaction qui appuie les sommités politiques; il est donc à présumer qu'il fera certaines concessions, moyennant lesquelles le ministre de la guerre pourra sortir sain et sauf de cette épreuve.

La Chambre des députés de Pesth le ciel est également à l'orage. C'est particulièrement le ministre président, comte Lonyay, qui est l'objet des attaques les plus virulentes de la gauche extrême, attaques qui s'adressent surtout à l'intégrité et à l'honorabilité personnelle du ministre. Dans la discussion de l'adresse, le chef des irréconciliables, M. Tisza, a fait contre le ministre une sortie que ses propres amis ont dû désavouer. M. Simonyi notamment s'est séparé avec éclat de M. Tisza, et a lu un projet de contre-adresse qui ne diffère pas essentiellement du projet de la majorité déiste. Ce n'est pas qu'il soit converti à des idées modérées, mais, ainsi qu'il l'a dit, « le temps n'est pas encore venu de lever le drapeau des violences ».

Les récentes mesures du gouvernement prussien à l'égard du clergé catholique et les lois répressives qu'il prépare causent une vive émotion en Autriche. La presse libérale applaudit à l'énergie avec laquelle ce gouvernement procède contre l'épiscopat, et elle invite le ministre autrichien à imiter cet exemple, constitutionnel ou non, pour réduire au silence les évêques de Linz, de Graz, etc., qui se sont rendus coupables de rébellion ouverte et d'outrages publics aux lois et à la constitution.

Le discours du Trône à l'ouverture du Reichstag avait promis pour la session prochaine des projets de loi destinés à régler les rapports entre l'Etat et l'Eglise. Cette promesse paraissait être tombée dans l'oubli; mais on nous assure que le ministre des cultes, M. Sremayer, a hâté la rédaction de ces projets et qu'ils viennent d'être soumis au conseil des ministres.

Le concile œcuménique de l'Eglise orthodoxe, qui se réunit à Constantinople sous la présidence du patriarche pour débattre sur l'émancipation de l'Eglise bulgare, a consommé le schisme, au lieu d'y porter remède. Le concile a déclaré à l'unanimité, l'Eglise bulgare schismatique; un seul membre du concile, le patriarche de Jérusalem, a refusé de signer la déclaration. Cet acte n'est pas sans avoir une portée politique; car c'est la condamnation des décisions de la Sublime Porte qui a accordé au clergé bulgare l'indépendance et l'autonomie qu'il réclamait de longue main.

Le voyage du vice-roi d'Egypte à Constantinople a pu pour lui d'heureuses conséquences. Non-seulement le Sultan a confirmé d'office toutes les concessions qu'il avait déjà faites à son puissant vassal, mais il y a ajouté de nouvelles faveurs. C'est le 30 septembre qu'il a reçu à la citadelle du Caire la lecture de la lettre et du firman du Sultan, en présence du corps consulaire et de tous les corps constitués. Après cette lecture, S. A. le Khédive a reçu les félicitations du corps consulaire, des fonctionnaires et d'un grand nombre de notabilités qui avaient tenu à assister à cette cérémonie.

Les Monténégrins recommandent à faire parler d'eux, et, selon leur coutume, ce n'est pas à leur avantage. Ils ont attaqué ces jours derniers

un village turc, et y ont tué dix-huit personnes. La Porte exige la punition des coupables et les réparations d'usage. Elle demande, en outre, que des mesures sérieuses soient prises pour empêcher le retour de pareilles violences, sinon elle y pourvoit elle-même au moyen d'une occupation militaire. (Voir au BULLETIN TELEGRAPHIQUE.)

RAPPORTS DES CHAMBRES DE COMMERCE

CHARLEROI.

Il y a dans le rapport de la chambre de commerce de Charleroi un chapitre sur lequel nous nous sommes promis de revenir et qui a pour objet le travail des enfants dans les manufactures et l'instruction obligatoire.

Après avoir constaté que la loi du 3 janvier 1813, bien qu'elle défende l'entrée des mines et minières aux enfants âgés de moins de dix ans, consacre en réalité la liberté du travail industriel des enfants, en effet cette loi n'est applicable qu'à une seule industrie, et ce n'est pas avant l'âge de dix ans que l'on descend dans les mines, — la chambre de commerce demande comment il se fait que trente ans d'efforts pour prémunir l'enfance contre un excès de travail matériel n'aient point encore abouti en Belgique au vote d'une loi acceptable?

D'abord elle croit que certains arguments invoqués pour déterminer l'intervention de l'Etat dans la réglementation du travail ont perdu de leur importance, que les abus ont diminué, que la situation de la classe ouvrière s'est améliorée. Mais enfin le mal, s'il est atténué, n'est pas radicalement guéri; la chambre de commerce le reconnaît, bien qu'elle présente les abus comme imputables plus souvent aux pères de famille qu'aux chefs d'industrie. Elle avoue qu'il y a quelque chose à faire.

Mais qu'il y a une loi générale applicable à toutes les industries? La chambre de commerce n'en veut pas. « Des industries » diverses ne sauraient être soumises à des règles fixes.

Alors des lois spéciales. C'est le système du projet soumis à la Chambre il y a deux ans. Ce projet confirme le principe de la limite d'âge, reconnu déjà par le décret-loi de 1813, sauf à retarder de quatre ans pour les garçons, et de cinq ans pour les filles, le moment auquel les enfants pourront descendre dans les mines.

La chambre de commerce n'en veut pas davantage. Ce serait « une loi d'exception », une injustice. Dans son chapitre sur les charbonnages elle proteste contre les conclusions de la proposition de loi de M. Vlemmeckx : « Empêcher les enfants de travailler dans les houillères avant l'âge de quatorze ans, c'est créer un monopole de main-d'œuvre en faveur de toutes les autres industries... En quoi le travail dans les mines est-il plus nuisible que dans aucune autre industrie? »

Ainsi, si loi générale, si loi spéciale. Comprendre dans la même loi plusieurs industries, et réglementer le travail selon les conditions particulières à chacune d'elles, cela ne vaudrait pas mieux. Les difficultés grandiraient. Une solution communale de la question ne serait pas plus efficace. Une solution par le progrès des mœurs est peu probable, et surtout peu prochaine.

En somme, la chambre de commerce ne croit ni à l'intervention de l'Etat ni à l'initiative privée. Est-ce à dire que, tout en reconnaissant la nécessité d'une solution,

elle considère toute solution comme impossible? Pas précisément. C'est par l'instruction obligatoire qu'elle veut esquiver les difficultés de la réglementation du travail des enfants dans les manufactures, et surtout dans les mines, auxquelles elle s'intéresse tout particulièrement.

L'instruction populaire, dit-elle, s'est développée depuis 30 ans, mais il n'en est pas moins nécessaire de « prendre d'énergiques résolutions pour vaincre l'ignorance ». Le chiffre proportionnel des ignorants, dans le Hainaut, par exemple, est de 46 p. c.; — pour les miliciens 35 p. c.

« Ce n'est pas seulement au nom de la santé du corps que l'on réclame une réglementation du travail; l'utilité de fixer le nombre d'heures de travail est d'autant plus grande, qu'une partie du temps laissée libre pourrait être, dès lors, consacrée à l'instruction. On voudrait avec raison rendre inséparables la réduction du travail et le développement intellectuel et moral des enfants. En soustrayant ceux-ci à une exploitation précoce, il faudrait aussi les préserver du vagabondage. »

L'instruction obligatoire est la conséquence de cette idée. La chambre de commerce de Charleroi y donne son adhésion. Seulement elle estime que pour les enfants qui fréquentent un atelier, quel qu'il soit, « les heures d'école devraient être subordonnées à celles du travail. »

N'est-ce pas le contraire qu'elle a voulu dire?

L'organe de Namur annonce que M. Fr. Wasseige va reprendre les fonctions d'échevin qu'il y a renoncé irrévocablement, et avec élat. Sa nomination serait soumise à la signature du Roi.

Actes officiels. Extraits du Moniteur.

CONSULATS. — Par arrêté royal du 14 septembre, démission honorable des fonctions de vice-consul de Belgique à Ancône et Recanati a été accordée, sur sa demande, au sieur J. Bourdon de Motte. Sous la date du 27 août, le sieur Auguste André a reçu l'exequatur qui l'autorise à exercer les fonctions de vice-consul de la république du Pérou à Anvers.

COMMERCE. — Par arrêté royal du 10 septembre, ont été nommés membres de la chambre de commerce de Nivelles, les sieurs Olin (F.), fabricant de papier à Virginal-Samme, et Herpin-Bouvier (A.), filateur de lin, à Jodoigne, en remplacement des sieurs Verheyden et Hanset, décedés.

PORT D'INSIGNES D'ORDRES ÉTRANGERS. — Des arrêtés royaux des 26, 49 et 24 septembre ont autorisé MM. Doms de Sempert (J.), chef du cabinet du ministre de la justice, et de Cock (L.), membre de la députation permanente du conseil provincial de la Flandre occidentale, à porter la décoration de commandeur de l'ordre de Saint-Grégoire le Grand; M. de Vos (J.), à Courtrai, la décoration de chevalier de l'Ordre d'Italie; MM. de Man (J.), à Anvers, et de Hoedemacker (J.-G.), à Bruxelles, celle de chevalier de l'Ordre du Christ de Portugal.

NOTARIAT. — Par arrêté royal du 29 septembre, le sieur Hennebert (J.), candidat notaire à Louze, est nommé notaire à la résidence de Fromennes, en remplacement du sieur Laurent, démissionnaire.

ADMINISTRATION DES CHEMINS DE FER, POSTES ET TÉLÉGRAPHES. — Par arrêté royal, en date du 10 juin, ont été promus : au grade de chef de convoi : MM. Huart (E.), Casar (A.), Botte (D.), Vanvaeren (J.), Surlemont (G.), Vandenberghe (H.), Staes (G.), Goedert (G.), Sitaert (G.), Drenpe (J.), Banaert (L.), Banaert (L.), Lestart (P.), D'haey (G.), Beschuyt (C.), Balaet (J.), Heymer (M.), Cocquyt (A.), Cartry (L.), Marquenie (J.), Calonne (G.), Geubel (C.), Quaed-

vlieg (F.), Vogelaere (J.-B.), Verroes (J.), Schilt (J.), Cardinael (G.), Lemaire (E.), Couvenberg (J.), Venbeck (P.), Lamury (J.), Burdine (H.), Leneel (J.), Wynen (G.), Belmont (F.), Velle (J.), Wouters (F.), Louveau (A.), Vanholstraete (P.), Bosly (L.), Schroeder (C.), Seilleur (A.), Randox (L.), Laga (A.), Gaignage (J.), Bors (L.), Compier (B.), Lours (A.), D'Aout (J.-B.), Jmot (J.), Hendrickx (E.), Facon (F.), Denis (F.), Velle (B.), Lessage (F.), Petitjean (M.), Féron (A.), Desutter (H.), Vandervallent (J.), Bronchart (F.), Herbiet (A.), Alexander (L.), Messiaen (J.), Welsch (L.), Vandenvoover (F.), Hubert (F.), Ramoux (J.), Vandenhout (J.), Derbée (J.), Arnoy (J.), gardes convoi.

Un arrêté de chef facteur de station : MM. Vanburen (P.), Hoent (H.) et Jannot (V.), facteurs de station.

ENTRETIEN DES DÉTENUÉS. — Un arrêté du ministre de la justice, en date du 30 septembre, porte : Art. 1^{er}. Les adjudications pour la fourniture des objets destinés à la nourriture et à l'entretien des détenus dans les prisons mises en régie et pour l'entreprise de la journée d'entretien des détenus dans les prisons non soumises à la régie et dans les maisons de passage pendant l'année 1873 sont fixées au 31 octobre 1872.

Art. 2. Le même jour aura lieu, dans chacune des maisons de sûreté et d'arrêt, l'adjudication de l'exploitation de la cantine pendant l'année 1873.

Art. 3. Chaque adjudication sera annoncée au moins quinze jours à l'avance par affiches apposées : 1^o Le lieu où l'on pourra prendre connaissance du cahier des charges; 2^o Le fonctionnaire chargé de procéder à l'adjudication.

Art. 4. Deux jours au plus tard après l'ouverture des soumissions, les procès-verbaux seront adressés, avec les rapports des directeurs et des commissaires, à l'administration centrale.

Le Roi est venu dimanche dans l'après-midi au palais de Bruxelles et a donné audience à divers personnages.

Sa Majesté a reçu successivement MM. Vander Heyden et Cardon, majors; M. Hulst, médecin; MM. le comte de Kerchove et Van Loo, capitaines de la garde civique de Gand; M. Chomé, directeur au ministère des finances; M. de Keyser, directeur de l'Académie royale d'Anvers; M. Nolet de Brauwere van Steeland et M. Anoul, de la Banque nationale.

Le Roi a reçu, en réponse à la notification de l'heureux dévouement de S. M. la Reine, des lettres : de S. A. R. Mgr le grand-duc d'Oldenbourg; de S. A. R. Mgr le grand-duc de Mecklembourg-Schwerin; de S. A. R. Mgr le grand-duc de Saxe-Weimar; de S. A. R. Mgr le duc régnant de Saxe-Altenbourg; de S. A. R. Mgr le duc régnant de Saxe-Meiningen; de S. A. Mgr le duc et prince régent d'Anhalt; de S. A. Mgr le prince Charles I^{er}; de S. A. Mgr le prince régent de Reuss-Greiz; et de S. A. Mgr le prince régent de Reuss-Schleitz. (Moniteur.)

MM. Lemoine et Delattre, officiers inspecteurs du bureau central, sont désignés par décision de M. le bourgmestre, pour remplir par intérim les fonctions de commissaire de police. M. Lemoine à la 4^e et M. Delattre à la 1^{re} division.

Des scènes assez regrettables se sont passées, pendant la soirée d'hier, dans des établissements de la capitale, où le prix du foin avait été porté à 14 centimes le verre et celui du lambic à 25 centimes. Il a fallu l'intervention des agents de l'autorité pour y mettre ordre.

Voici quelques chiffres que nous fournissons l'état civil de Bruxelles pendant le mois de septembre : Naissances, 321; décès, 435; mariages, 102; divorces, 4.

Nous lisons dans le *Journal de Pérouvel* : On a commencé cette année la construction du chemin de fer de Pérouvel à la frontière. La plupart des terrains sont achetés et l'on peut voir les travaux entamés au Champ de l'Étoile.

Tout fait donc espérer l'ouverture de la ligne de Valenciennes pour le printemps prochain.

Les journaux nous ont appris, ces jours derniers, qu'à la suite d'une gageure faite à Paris entre un boucher et deux Auvergnats, ceux-ci avaient mangé un mouton tout entier, deux kilos de haris ne sont devenus que huit litres de vin, après quoi l'un des deux est mort d'indigestion.

Un pari analogue, sauf, bien entendu, le dénominateur lugubre, a été tenu lundi dernier dans un établissement de Boiss-de-Lessines, à dévorer, dans le sieur P..., de Boiss-de-Lessines, a dévorer, dans

l'espace de 20 minutes, un *roastbeef* pesant trois kilos, une énorme tartine et trois pintes d'eau dite *maistelle*, le tout arrosé de neuf pintes de bière; après quoi il demanda avec insistance un dindon cuit à point, qu'on ne put naturellement lui procurer, puis un quatrième kilo de bœuf qui lui fut refusé net, et finalement un pot rempli de soupe qui se trouvait dans la cuisine et que la cabaretière lui refusa également, bien qu'il eût promis de n'en manger que quatre assiettes; ce que voyant notre héros tira sa révérence à la compagnie, disant qu'il s'en allait... souper. Il était alors environ neuf heures du soir.

On nous assure que le sieur P... a fait un nouveau pari en vertu duquel il doit manger ce soir, même, immédiatement après le feu d'artifice, dans un estaminet qu'on désigne, neuf livres de viande, sans *mille doctaux*, et une quantité de pain proportionnée à cette énorme ripaille.

Grand bien lui fasse! (Postillon.)

On lit dans la *Vérité*, de Tournai : « Nos lecteurs n'ont sans doute pas oublié un certain clerc de Péronne qui, il y a quelques mois, passa dévotement devant le tribunal de la justice, pour s'être permis de condamner à cinq mois de prison pour attentats à la pudeur sur des jeunes enfants de dix à douze ans. »

Le fait est en lui-même trop commun chez ces pieux personnages à la mine sainte, au regard béat, à la tournure pleine de dévotion et de modestie, pour que nous nous étendions davantage sur un sujet aussi écœurant. Mais il nous revient que l'on de jeter un voile prudent sur les passions antinaturelles du susdit personnage, le clerc fait circuler dans le monde et dans les environs des bruits, ne tendant rien moins qu'à innocenter le coupable du crime d'adultère établi par la justice et à le représenter comme une malheureuse victime de la haine libérale. Enfin il paraîtrait qu'une pétition est présentée aux habitants pour faire rétablir dans son poste de clerc le héros de sacrilège dont nous nous occupons.

Ces manœuvres cléricales soulèvent dans la commune de Péronne une vive réprobation et nous croyons accomplir un acte de justice en les dénonçant.

On nous écrit de Liège, 1^{er} octobre : « Ce matin, les ouvriers de la houillère de l'Aumoulin, au Haut-Pé, exploitée par la Société des charbonnages de Bonne-Fin, se sont mis en grève. Ils ont fait connaître qu'ils ne descendront dans les travaux que quand on leur aura accordé l'augmentation de salaire qu'ils réclament avec l'autant plus d'insistance qu'ils ont appris que les exploitants des houillères s'entendent entre eux et formaient une espèce de grève pour ne livrer la houille qu'à un prix fabuleusement augmenté. »

Les houillères se sont malheureusement donné un tort en empêchant, sous menace de violence, un des ouvriers de cette exploitation de se rendre ce matin à son travail. »

On lit dans la *Meuse* : « L'industrie des charbonnages des plateaux de Herve se développe considérablement de jour en jour, sous l'influence du chemin de fer. Aussi tous les trains montent et descendent maintenant avec charge complète. Sous peu l'Etat devra augmenter le nombre de convois de marchandises, car il est obligé de laisser constamment, en gare de Fléron, des wagons de houille qu'il ne peut pas transporter régulièrement, pour ne pas dépasser la charge réglementaire des trains. »

L'ouverture du service des voyageurs aura lieu prochainement.

Elle a été retardée parce que l'Etat n'avait pas assuré-t-on, de locomotives convenables pour l'exploitation de la ligne. Or, il paraît qu'il en a maintenant à sa disposition. Rien ne l'empêchera donc plus de donner immédiatement satisfaction aux nombreuses populations de ce pays. On travaille vigoureusement sur la section de Micheroux à Herve. Les travaux sont entrepris sur plusieurs points à la fois, et ils sont poussés avec la plus grande activité. »

On écrit de Spa, 4^{er} octobre : « Un hôtelier de cette ville vient aussi de recevoir une lettre d'un Hidalgo avec les offres les plus séduisantes. Le chevalier, d'industrie, qui se dit interne à Carthagène, demande à l'hôtelier, s'il ne voudrait pas recevoir en dépôt chez lui une somme de 80,000 piastres; pour ses peines il recevra le quart de cette somme, ce qui fait 100,000 fr., un joli denier comme on voit.

vingt pièces, et ses chansons et ses ponts-neufs ont été répandus à pleine bouche : « Aime, ris, chante et bois, Tu ne vivras qu'un fois. »

Telle était la morale du *Caveau* et la ronde bachique de ces épicuriens sans souci. Désaiguers a laissé un nom plutôt qu'une œuvre, et l'idée d'un tempérament plutôt que d'un art.

Mais les *Petites Danaises* qu'on nous offre aujourd'hui n'ont plus rien des pots-pourris naïfs et des parodies plaisantes que rassemblait Désaiguers. Ce n'est plus que le prétexte d'un spectacle brillant et de ballets variés. On ne parle guère, on chante peu, et l'on danse beaucoup. On monte un beau décor, des costumes élégants et courts. Cela forme pour les yeux un régal suffisant.

Le premier des deux ballets, le *Pays des Amours*, est fort bien réglé, et la musique de M. Rosemboom y fait entendre de jolis motifs et des rythmes piquants. C'est de la musique de danse faite par un musicien, M^{lle} Barati, la première danseuse, à la science de la pointe et la virtuosité de la pirouette.

Ajoutez-y de la vigueur, de la grâce, et un sourire qui ne se fatigue pas, vous avez une danseuse dont l'effet est certain et le succès bruyant. Le second ballet, *Royaume de Pluton*, est d'une ordonnance plus banale, et la musique y court lestement dans les chemins battus. C'est facile, sonore et connu. En somme, le spectacle est éblouissant et l'ensemble est animé. On a joint aux *Petites Danaises* la *Maître à danser* traditionnelle. Ce sont toujours les mêmes sauts, les mêmes coups de pied, et la même honnêteté énorme. Il y a de gens qui rient beaucoup de ces taloches reluisantes et de ces charges grossières. Il est certain qu'on n'a jamais tort d'avoir du plaisir.

Cependant le théâtre des Fantaisies-Parisiennes joue les *Brigands* à son tour. On pourrait faire des comparaisons, si le sujet valait ces balances et ces jugements. Disons simplement que l'ancien Alcazar a des chanteuses à la voix vibrante, M^{lle} Luigini et M^{lle} Sichel, qui lancent très-bien les couplets de Fracletto et de Fiorella, et un capitaine des carabiniers, Baron, qui fait de cette caricature, à peine indiquée, tout un rôle et tout un effet. Les *Brigands* ne sont pour le théâtre des Fantaisies parisiennes qu'un achèvement aux grandes entreprises de l'Alcazar, aux pièces inédites, aux premiers véritables. Car ce théâtre se pique d'être une scène parisienne dans Bruxelles, et de nous offrir des premières représentations qu'il commande et qu'il prépare lui-même. Nous sommes très-favorable à cette initiative et à cette activité intelligente de M. Humbert.

GUSTAVE FRÉDÉRIX.

FUGITIF DE L'INDÉPENDANCE BELGE

Du jeudi 3 octobre.

CHRONIQUE DRAMATIQUE.

THÉÂTRE ROYAL DES GALERIES SAINT-HUBERT. *Fernande*. — Les *Brigands*. — THÉÂTRE ROYAL DU PARC. — Débuts. Représentations de M. Brasseur. — ALHAMBRA NATIONAL. — Les *Petites Danaises*. — THÉÂTRE DES FANTASIES PARISIENNES. — Les *Brigands*.

Les différents théâtres ont des débuts pénibles et leur campagne d'hiver s'engage avec hésitation. Nous parlons des scènes régulières, ayant afflué royale, visages jaunes, les visages-là ne sont guère justifiés jusqu'à présent, et l'entré de jeu est bien mal assurée. On dirait que la marchandise des chanteurs et des comédiens s'est dispersée et s'est évanouie. Les produits sont rares, et ils ne sont pas bons.

Ce n'est pas notre affaire de vous entretenir des voix qu'on entend trop et des voix qu'on n'entend plus au théâtre de la Monnaie. Notre compte de la chronique musicale n'y manque pas. Mais la situation n'est pas meilleure aux Galeries Saint-Hubert et au Parc. Même indigence et même tristesse des comiques et des amoureux, que des chanteuses et des basses. Il paraît que l'art dramatique est, encore une fois, dans le marasme. Nous espérons que cette crise est passagère, et qu'une époque aussi indigne de la nôtre ne laissera pas perdre la dernière précieuse des ténors et des premiers rôles.

Les peuples, comme on sait, ont les gouvernements et les spectacles qu'ils méritent. Il ne s'agit donc pour le public que d'avoir une ambition qui lui sera profitable. Cet heureux public finit toujours par obtenir ce qu'il exige résolument. Même quand il demande à prendre la lune avec ses dents, on lui donne parfois une apparence de lune qui peut le contenter. Nous ne disons pas que les apparences quand elles font illusion. Et nous demandons, si l'on ne nous amuse pas, qu'on nous fasse croire au moins qu'on nous amuse.

Ces réclamations, que nous encourageons, s'élèvent avec un ensemble bruyant. Et elles ont déjà porté coup. Voici que le théâtre des Galeries-Saint-Hubert réforme sa troupe, et laisse sur le chemin quelques-uns des invalides et des boiteux avec lesquels il prétendait marcher. Nous comptons bien qu'on ne s'arrêtera pas en si bonne voie, et qu'on nous épargnera désormais les représentations confuses et les exécutions pitoyables. Le public affirme qu'il mérite, — sinon un art véritable, cet idéal serait trop abso-

lu du moins un peu d'ensemble et quelques détails intéressants. L'exécution semble légitime, puisqu'on vient d'accorder à la *Fernande* de M. Victorien Sardou l'attention et les soins qu'on avait jusqu'ici inutilement pour les *Vieux Garçons* du même auteur. Le résultat n'est pas encore brillant. Mais, à défaut d'éclat, nous avons la propriété. C'est quelque chose aujourd'hui, qu'une troupe de comédie qui se présente avec les mains lavées et les habits brossés. Nos mérites nous ont accoutumés à la facilité de la reconnaissance.

On sait que la *Fernande* de M. Sardou est tirée de cette suite de contes et d'épisodes que Diderot a intitulés : *Jacques le Fataliste*. C'est l'histoire de M^{lle} de la Pommeraye et du marquis des Arcis. Diderot n'aurait écrit que ces pages-là et son *Neveu de Rameau*, qu'il serait encore une des physionomies originales, un des artistes puissants de la littérature française. Il a, en outre, quelques menus titres, comme l'*Encyclopédie*, les *Salons*, la *Correspondance avec M^{lle} Voland*, et ces drames, ces récits, ces essais où se précipitent les flots et les bouillons de sa verve. Tout cela n'a pas nui à sa posture devant la postérité.

M. Sard

SEULE COLLECTION ORIGINALE ET COMPLÈTE DU 20 MARS AU 24 MAI 1871

(Pour les provinces belges et les pays étrangers. PORT EN SUS.)

SAISON D'HIVER A HOMBOURG

es **Bals**, les **Fêtes** et les | La **Roulette** se joue :

On se rend de **Paris** à **Hombourg** en 17 heures

This image shows a blank, aged, cream-colored page, likely an endpaper or flyleaf of a book. The paper has a slightly textured appearance with some faint smudges and discoloration, characteristic of old paper. The left edge of the page is bound into a dark, possibly leather or cloth, cover. There is no text or other markings on the page.